

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 26 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/299		
LA SEYNE-SUR-MER - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION CONSENTIE PAR LA SOCIETE CEETRUS AU PROFIT DE LA METROPOLE POUR L'IMPLANTATION D'UN ARRET DE BUS AVENUE MARCEL PAUL SUR UNE PARCELLE CADASTREE SECTION AB N° 1526 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/299

BUREAU DU 26 JUIN 2023

**O B J E T : LA SEYNE-SUR-MER - CONVENTION DE MISE A
DISPOSITION CONSENTIE PAR LA SOCIETE CEETRUS
AU PROFIT DE LA METROPOLE POUR
L'IMPLANTATION D'UN ARRET DE BUS AVENUE
MARCEL PAUL SUR UNE PARCELLE CADASTREE
SECTION AB N° 1526 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, gestionnaire du réseau de transport urbain sur son territoire, a réalisé des travaux de mise aux normes d'un point d'arrêt bus dénommé « Centre Commercial » sur l'avenue Marcel Paul de la commune de la Seyne-sur-Mer, près du centre commercial AUCHAN,

CONSIDERANT que l'emplacement sélectionné se situe sur une partie de la parcelle cadastrée section AB 1526 appartenant à la société CEETRUS FRANCE,

CONSIDERANT que la société CEETRUS France consent à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une convention d'occupation à titre gracieux pour une durée 12 ans permettant d'installer un point d'arrêt bus sur la parcelle lui appartenant

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention à titre gracieux délivrée par la Société Ceetrus France au profit de la Métropole pour une durée de 12 ans afin de l'autoriser à implanter un point d'arrêt bus

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 26 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

Ci-après dénommée ensemble « les Parties »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, gestionnaire du réseau de transport urbain sur son territoire, a réalisé des travaux de mise aux normes d'un point d'arrêt bus dénommé « Centre Commercial » sur l'avenue Marcel Paul de la commune de la Seyne-sur-Mer, près du centre commercial AUCHAN.

L'emplacement sélectionné se situe sur une partie de la parcelle cadastrée section AB 1526 appartenant à la société CEETRUS FRANCE.

En conséquence, la société CEETRUS consent à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une convention d'occupation à titre gracieux dans les conditions fixées ci-après.

Etant précisé que CEETRUS FRANCE se contente de mettre à disposition de l'Occupant la partie de l'Emplacement objet de la présente dont elle est propriétaire.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est autorisée à occuper l'emplacement situé sur une partie la parcelle cadastrée section AB n°1526 appartenant à la société CEETRUS FRANCE, tel que délimité sur les plans ci-annexés en vue d'y aménager un arrêt de bus.

Cette occupation est consentie à titre purement gracieux, conformément aux Articles 1874 et suivant du Code Civil.

Il en résulte que la présente convention ne constitue pas un bail civil, rural ou commercial au sens du décret du 30 Septembre 1953, des articles L.145-1 et suivants et des articles R.145-1 et suivants du Code du Commerce, mais un prêt à usage, l'Occupant déclarant être parfaitement informé de cette situation et en accepter les conséquences.

Il est par ailleurs convenu que la présente convention a un caractère intuitu personae : elle est incessible et intransmissible.

Article 2 – Durée de la convention :

La convention temporaire prend effet à compter de la notification de sa signature.

Elle est conclue pour une durée de 3 ans, reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans.

Chaque partie pourra toutefois y mettre fin à tout moment et pour quelque raison que ce soit, sans indemnité, sous réserve d'informer l'autre Partie moyennant un préavis de quatre (4) mois.

Il est en outre précisé que la présente convention pourra être résiliée à tout moment et de plein droit si l'occupation de l'Emplacement n'était plus possible pour des raisons réglementaires, ou pour tout cas de force majeure indépendant de la volonté des Parties

Précision relative à l'Occupant : la présente convention prendra immédiatement en cas de disparition de l'Occupant, conformément au deuxième alinéa de l'article 1879 du Code Civil, et l'Emplacement devra être alors immédiatement libéré.

A l'issue de la présente convention pour quelque cause que ce soit, l'Occupant s'engage à restituer le bien prêté en parfait état d'entretien, de propreté et de réparations, libre de tout biens meubles et objets mobiliers, stocks, marchandises, et de tout occupant de son chef, en satisfaisant à toutes les obligations d'un occupant sortant. Dans tous les cas, à l'expiration des présentes à quelque époque et pour quelque cause qu'elle se produise, l'Occupant restituera l'Emplacement prêté lui-même et non pas son équivalent.

Lors de l'expiration des présentes, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle se produise, il est convenu entre les Parties qu'il n'y ait aucun versement d'indemnité de l'une ou l'autre Partie.

Le Propriétaire convient que, dans le cas où l'Occupant ne libèrerait pas à bonne date l'Emplacement prêté objet de la présente, ce dernier serait redevable de plein droit d'une pénalité de retard égale à cinq cents euros hors taxes (500 € HT, TVA en sus au taux en vigueur) par jour de retard, ladite pénalité- ferme et non révisable – étant due dès le premier jour de retard.

Article 3 – Conditions financières :

L'occupation est consentie à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général de l'occupation.

Article 4 – Conditions d'occupation :

La présente convention a lieu sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière et, en outre, aux conditions ci-après que l'Occupant sera tenu d'exécuter, à peine de tous dommages et intérêts et même de résiliation immédiate de la présente convention si bon semble à CEETRUS France

L'Occupant ne pourra, en aucun cas, céder, louer, concéder la jouissance à titre payant ou gratuit, les lieux sous quelque forme que ce soit, même temporairement. La présente convention ne pourra être cédée ou transmise sous quelque forme que ce soit.

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de son entrée en jouissance, sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais entretien, vices apparents ou cachés, ou existence de servitudes passives, apparentes ou occultes, ainsi que pour les servitudes pouvant être créés pendant la durée de la présente convention, ou erreur dans la désignation de l'Emplacement sus-indiquée. L'Occupant s'engage par conséquent à souffrir de toutes servitudes passives susceptibles de grever les lieux et de profiter des servitudes actives éventuelles.

Il est formellement interdit à l'Occupant d'effectuer dans ou sur l'Emplacement des constructions, travaux, modifications, percements, ou quoique ce soit ayant notamment pour conséquence de modifier la consistance de l'Emplacement ou sa désignation, à l'exception des aménagements nécessaires à l'installation et à la mise aux normes de l'arrêts de bus exploité sur l'Emplacement.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée devra occuper l'Emplacement paisiblement, et veiller à sa garde et sa conservation. Il entretiendra à ses frais l'Emplacement en parfaite état d'entretien, de sécurité, de fonctionnement, y compris maintenance technique, et de propreté.

Il s'oblige à informer immédiatement et par écrit le Propriétaire de tout sinistre s'étant produit dans l'Emplacement prêté, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent, sous peine d'être tenu responsable personnellement et de rembourser le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour CEETRUS France de ce sinistre du défaut de déclaration en temps utile dudit sinistre à la compagnie d'assurance.

L'Occupant répondra de son occupation devant tous tiers et administration, sans que le Propriétaire ne puisse être recherché ou inquiété pour quelque cause que ce soit, n'étant nullement impliquée dans l'usage du bien prêté, son rôle se bornant à sa mise à disposition.

Notamment l'Occupant s'engage expressément (pour son compte et celui de ses préposés et usagers) à s'abstenir de toutes activités ou agissements susceptibles de causer aux exploitants du Centre Commercial, à la clientèle, ou aux tiers, une gêne quelconque (notamment toutes activités bruyantes, dangereuses, inconfortables ou insalubres) et à se conformer (et faire respecter par ses préposés et usagers) l'ensemble des lois, décrets, règlements, ordonnances, autorisations ou prescriptions applicables à l'Emplacement prêté, en vigueur ou à venir, le tout de façon à ce que CEETRUS France ne soit jamais inquiétée ni recherchée.

L'Occupant s'oblige à souffrir, sans indemnité et quand bien même les travaux dureraient plus de vingt et un jours (21), toutes réparations, tous travaux d'amélioration, de modification, de mise en conformité, de modernisation ou de construction nouvelle que CEETRUS FRANCE devrait ou jugerait bon de faire exécuter.

Il devra donner accès au bien prêté à CEETRUS FRANCE, à leurs mandataires, architectes, entrepreneurs, et ouvriers pour contrôler, réparer ou entretenir le bien prêté, ou afin de prendre les mesures conservatoires de leur droit, et s'oblige à laisser traverser l'Emplacement par toutes canalisations ou conduits qui deviendraient nécessaires.

Pour se conformer aux dispositions de l'article L.125-5, IV du Code de l'Environnement, le prêteur informe l'Occupant que le bien prêté n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L.125-2 du Code des Assurances et/ou les risques technologiques en applications de l'article L.128-2 du Code des Assurances. L'état des risques et pollutions est joint en annexe des présentes.

Article 5 – Assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Il est tenu d'assurer tous les biens mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

L'Occupant fera ainsi assurer l'Emplacement et l'ensemble de ses biens et aménagements compris dans l'emprise de l'Emplacement, contre les risques principaux suivants :

- Incendie, explosions, foudre, dommage électrique,
- Dégâts des eaux,
- Tempêtes, ouragans, grêle, poids de la neige,
- Greve, émeutes, attentats, y compris actes de vandalismes,
- Catastrophes naturelles,
- Vol,
- Bris de glace.

L'Occupant souscrira un contrat d'assurances garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber, du fait de ses activités et de l'usage de l'Emplacement prêté, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers pour des montants de garanties suffisants. L'Occupant devra adresser à CEETRUS FRANCE au plus tard à la date d'entrée en jouissance, une attestation d'assurance originale émanant directement de sa compagnie d'assurance, et les aviser en cas de résiliation desdits contrats.

Il devra maintenir et continuer lesdites assurances pendant toute la durée du prêt, payer régulièrement les primes et en justifier au Prêteur à toute réquisition.

L'Occupant renonce à tout recours contre CEETRUS FRANCE et leur mandataire, l'organe désigné pour gérer l'Ensemble immobilier, toute société du groupe, et leur assureur et s'engage à obtenir les mêmes renonciations à recours de son propre assureur pour les cas suivants :

- en cas d'actes délictueux commis dans ou sur l'Emplacement, CEETRUS FRANCE n'assumant aucune obligation de surveillance
- en cas d'interruption, de fonctionnement intempestif, de mise hors service ou d'arrêt même prolongé, dans le service des fluides,
- en cas d'agissements générateurs de dommages de tous tiers en général.

Article 6 – Modification/ Résiliation de la convention

Toute modification des présentes ne pourra résulter que d'un document écrit et exprès sous forme d'acte.

Article 7 – Élection de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les Parties font élection de domicile à leurs adresses et sièges sociaux indiquée en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Pour tout litiges relatifs aux présentes, les Parties conviennent de donner attribution de compétence à la juridiction par nature compétente du lieu de situation du bien prêté.

Article 8 – Clause résolutoire :

La présente clause sanctionne toute méconnaissance par l'occupant de l'une des obligations résultant pour lui du présent contrat et de ses annexes, dont les stipulations sont toutes de rigueur, que des conditions résultantes de la loi ou d'une décision de justice.

Il est expressément stipulé qu'en cas d'inexécution par l'Occupant d'une seule de ses obligations, et un (1) mois suivant un commandement ou une mise en demeure délivré par l'huissier de justice visant la présente clause et mettant l'Occupant en demeure, le présent contrat sera résilié de plein droit si bon semble à CEETRUS France même en cas d'exécution postérieure à l'expiration du délai ci-dessus.

Si l'occupant refusait de quitter les lieux, il suffirait pour l'y contraindre d'une simple ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal compétent. En ce cas, CEETRUS FRANCE, reprendra la libre disposition de l'Emplacement par le seul fait de l'expulsion qui sera prononcée par une ordonnance de référé, sans préjudice de leur droit au remboursement éventuel des frais de remise en état des lieux et sous réserve de tous autres droits et actions.

En cas d'inobservation par l'Occupant des obligations à sa charge, CEETRUS France aura la faculté distincte, quinze (15) jours après une simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, de faire exécuter l'obligation méconnue par toute entreprise de son choix, aux frais, risques et pertes de l'Occupant. Les frais en résultant seront à la charge de l'Occupant.

Les frais et honoraires de toute nature engagés par CEETRUS FRANCE pour faire respecter leurs droits au titre des présentes et , notamment sans que cette liste soit limitative, ceux afférents aux sommations, poursuites, mesures conservatoires ou d' exécution signifiés par huissiers, seront à la charge de l' Occupant qui s'y oblige ; cette disposition s' entendant des honoraires des avocats dans la mesure de la condamnation aux dépens de l'Occupant conformément à l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Article 9 – Annexe

- Plans, situation, projet

L'annexe fait partie intégrante de la convention.

Fait à Toulon, le

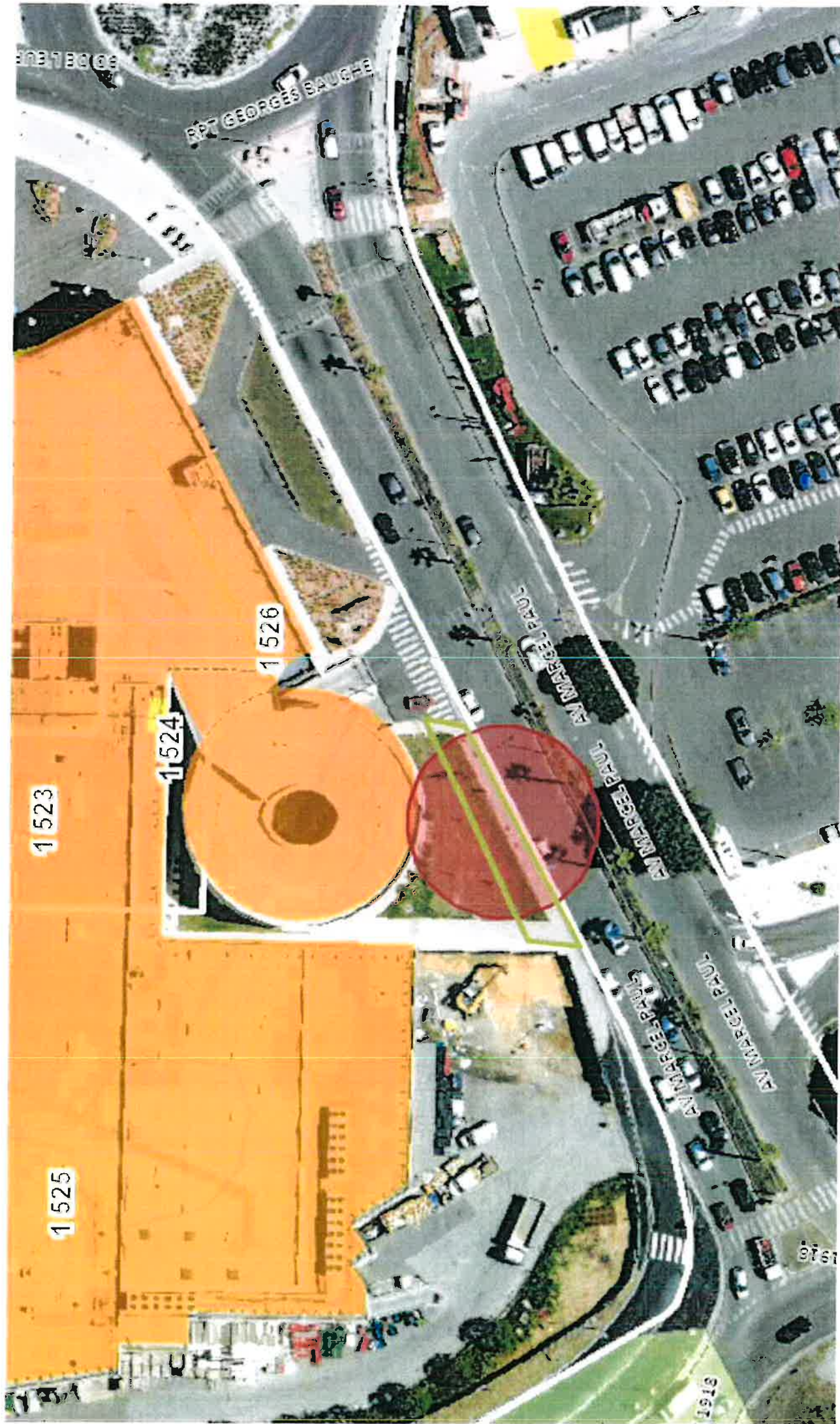
Le Leader de Sites
de la société CEETRUS

Nathalie CALANDRY

Le Président
de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Jean Pierre GIRAN





15170000

RPT GEORGES BAUGHE

1523

1525

1524

1526

AV MARCEL PAUL

AV MARCEL PAUL

AV MARCEL PAUL

1518

1519



Leuchman



